

HONDURAS

L'enfermement des minorités sexuelles

Index AI : AMR 37/011/2004

ÉFAI

Mercredi 29 septembre 2004

ARTICLE DESTINÉ AU SITE news.amnesty

Au Honduras, des milliers d'homosexuels, bisexuels et transsexuels subissent quotidiennement des attaques ou des discriminations. La plupart ont trop peur pour en parler. Le 15 juillet 2003, Erica (Eric, à l'origine) David Yañez a été tuée par deux policiers, en pleine rue, à San Pedro Sula.

Elkyn Suárez, militante transsexuelle, a transmis aux autorités des informations importantes concernant ce meurtre. En septembre 2003, elle a été contrainte de fuir le pays à la suite de menaces de mort.

Elkyn Suárez vit désormais dans un pays européen qui lui a accordé le droit d'asile. Soucieuse d'affirmer son identité sexuelle, elle a entamé une procédure juridique pour obtenir un nouveau nom officiellement reconnu.

La communauté homosexuelle de San Pedro s'est organisée en 1993. Elle a commencé par travailler à la prévention du VIH/sida dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras. Toutefois, ses membres devaient souvent mener en secret leur action de promotion et de défense des droits des minorités sexuelles. Leur marge de manœuvre était très limitée car, à l'époque, le gouvernement n'avait pas accordé à leur organisation la reconnaissance légale qui lui aurait permis d'agir ouvertement. Les autorités n'ont reconnu cette organisation que récemment.

Cette décision a été très vivement critiquée par ceux qui considèrent les militants homosexuels ou transsexuels comme un danger pour la société et qui cherchent à faire perdurer les discriminations frappant ces personnes, tout en ignorant leur travail positif en matière de droits humains. Le gouvernement doit maintenir sa décision, qui est fondée sur la primauté de la loi et le respect de tous.

« En 2000, la communauté homosexuelle a décidé de ne plus se consacrer exclusivement aux problèmes du VIH/sida et d'élargir son action aux violations des droits

humains commises par le gouvernement. Ces violations ont augmenté en 2003, après que le congrès national hondurien eut adopté la 'loi sur la police et les relations harmonieuses entre citoyens', qui conférait des pouvoirs étendus aux policiers. »

« Le gouvernement a justifié cette loi en arguant qu'elle visait à protéger la moralité et la décence. Ce faisant, il excluait complètement les minorités sexuelles de la société. Les gays et les transgenres ont alors été de plus en plus fréquemment exposés aux pertes d'emploi, aux restrictions en matière d'éducation, aux arrestations, aux attaques, à la violence et aux homicides. »

Selon Elkyn Suárez, la société hondurienne est opposée à cette loi mais les gens ont peur de la critiquer ouvertement. « Au Honduras, les autorités politiques et la police ont un pouvoir si important qu'elles peuvent tout entendre. Elles ne vous mettront pas en prison. Elles vous priveront purement et simplement du droit à la vie. »

Elkyn Suárez se décrit comme une militante des droits humains qui, comme d'autres membres de la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) du Honduras, a dû subir des restrictions croissantes de ses droits. Elle évoque de nombreuses arrestations, ainsi que des manœuvres d'intimidation. Selon elle, les programmes gouvernementaux isolent et excluent systématiquement la communauté LGBT.

« J'ai été arrêtée et menacée à plusieurs reprises. Malgré notre terreur, il fallait que nous parlions pour dénoncer et arrêter les souffrances, les morts quotidiennes. Tous les jours, deux ou trois homosexuels étaient tués. Les autorités nous disaient que c'était inévitable, que vu le style de vie que nous avions choisi, nous n'avions pas le droit de vivre dans notre pays. »

Elkyn Suárez accuse le gouvernement d'avoir refusé de reconnaître que des crimes étaient perpétrés contre la communauté LGBT. « Nous avons subi des viols ou des meurtres, nos amis et nos familles ont été victimes d'homicides multiples. Mais pour le gouvernement, rien de tout cela ne s'est jamais produit. Aux informations, on entend qu'une transsexuelle ou un transgenre ont été tués. La presse s'empare de l'affaire mais dès qu'il s'agit d'entreprendre une action légale, nous nous retrouvons seuls. Les médias ne nous soutiennent pas. »

Pour Elkyn Suárez, les organisations et la communauté internationales doivent avoir un rôle d'écoute. Elle explique que son organisation continuera toujours à lutter, même sans obtenir de soutien, mais qu'il est nécessaire de faire connaître la situation à l'extérieur.

« Il faut parler, parce que c'est ce qui compte. Par le passé, je n'avais pas vraiment conscience de ce qui se passait autour de moi. Maintenant, je comprend que lorsque les gens parlent, les choses peuvent changer. »

Le jour de l'anniversaire de la mort d'Erica, Elkyn Suárez a écrit une lettre au président du Honduras pour lui demander justice. Elle voulait par-dessus tout que les autorités du Honduras cessent d'exclure les minorités sexuelles.

« Nous faisons partie de la société hondurienne. Nous ne demandons pas un traitement de faveur, juste de bénéficier des droits que la constitution nous accorde, notamment le droit de ne pas subir de discrimination et le droit à l'éducation. Je suis un exemple représentatif du tort énorme que le gouvernement a causé à une partie de la population. Depuis que j'ai décidé de vivre comme je le souhaitais, c'est-à-dire depuis dix ans, je n'ai jamais eu un travail correct, je n'ai jamais pu suivre une formation, je n'ai jamais eu droit à un foyer, à une famille – le genre d'environnement que tout le monde peut normalement avoir. C'est injuste et il est temps de mettre un terme à tout cela. »

Elle dit que si elle devait rencontrer le président du Honduras, ce serait le jour le plus important de sa vie. *« Si j'étais votre fille, que m'arriverait-il ? Trouveriez-vous normal que je ne puisse jamais étudier, jamais m'éduquer, jamais travailler ? Trouveriez-vous normal que la police puisse me tuer ? Voilà les questions que je poserais [au président]. »*

Elkyn Suárez voudrait que le Honduras devienne un pays libre de pareilles contraintes, un pays offrant à tous le même système éducatif, sanitaire et juridique, un pays dont les lois n'excluent ni les riches, ni les pauvres, ni les minorités sexuelles, un pays où chacun est traité avec équité, notamment par la législation et la police.

« Nous tous, hommes et femmes, devons avoir la possibilité de nous exprimer, d'écouter et d'être entendus. Il faudra beaucoup de travail pour que la

communauté homosexuelle soit considérée comme une organisation de plus agissant en faveur du droit à la vie, à la santé, à l'éducation et à la liberté. Alors que le gouvernement, par ses lois, accorde des libertés à un grand nombre de personnes, il nous condamne à l'enfermement. Voilà ce qu'est notre vie au Honduras, un enfermement. » ●